

2012

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



INVESTIR DANS L'AGRICULTURE
pour un avenir meilleur



Photos de la première de couverture et de la page 3: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO.*

Pour se procurer les publications de la FAO, s'adresser au:

GRUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche
et de la vulgarisation
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org/catalog/inter-f.htm>

2012

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les appellations employées et la présentation des données sur la carte n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN: 978-92-5-207317-8

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

Table des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	viii
Sigles et acronymes	x
Résumé	xi
PREMIÈRE PARTIE	1
Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur	
1. Introduction	3
Qui investit dans l'agriculture?	3
Pourquoi investir dans l'agriculture?	4
Comment investir dans l'agriculture pour un meilleur avenir?	6
Structure du rapport	9
2. Investissements agricoles: caractéristiques et tendances	10
Concepts de base: différences entre investissements et dépenses, entre biens publics et privés	10
Passer des concepts aux mesures: interprétation des données	12
Capital d'exploitation agricole	13
IED dans l'agriculture	22
Dépenses effectuées par les pouvoirs publics dans l'agriculture	24
Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole	31
APD en faveur de l'agriculture	34
Accroître les investissements dans l'agriculture	35
Messages clés	41
3. Encourager l'investissement des exploitants agricoles dans l'agriculture	43
Créer un climat favorable à l'investissement dans l'agriculture	43
Politiques publiques et incitations à investir dans l'agriculture	47
Intégrer les coûts et les avantages environnementaux dans les incitations à investir	56
Messages clés	61
4. Promouvoir un investissement privé équitable et rentable dans l'agriculture	63
Aplanir les difficultés rencontrées par les petits exploitants agricoles qui investissent	63
Faire en sorte que les investissements agricoles à grande échelle profitent aux petits exploitants	74
Messages clés	84
5. Canaliser l'investissement public de manière à obtenir de meilleurs résultats	86
Résultats de l'investissement public dans l'agriculture et pour l'agriculture	86
Effets des dépenses allouées aux subventions aux intrants	94
Économie politique de l'investissement public dans l'agriculture	98
Planification de l'investissement public dans l'agriculture	101
Messages clés	104
6. Cadre général pour l'intensification des investissements en agriculture	105
Créer un climat favorable aux investissements privés dans l'agriculture: importance du contexte	105
Un climat d'investissement porteur, grâce aux investissements publics	107
Améliorer les processus d'élaboration des politiques et de planification des investissements agricoles	108
Messages clés du rapport	109

DEUXIÈME PARTIE	113
Tour d'horizon de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture	
Prix réels élevés des aliments	115
Tendances de la production, de la consommation et du commerce des produits agricoles	117
Perspectives et défis futurs	120
Conclusion	124
TROISIÈME PARTIE	125
Annexe statistique	
Notes relatives aux tableaux annexes	127
TABLEAU A1 Population économiquement active dans l'agriculture et part de l'agriculture dans la population économiquement active totale en 1980, 1990, 2000 et 2010	132
TABLEAU A2 Capital d'exploitation agricole: total et par travailleur, en 1980, 1990, 2000 et 2007	138
TABLEAU A3 Montant annuel moyen des flux d'IED destinés à l'agriculture, aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac, et à l'ensemble des secteurs, en 2005-2006 et en 2007-2008	144
TABLEAU A4 Dépenses publiques: montant total alloué à l'agriculture et part de l'agriculture dans le montant total des dépenses publiques, en 1980, 1990, 2000 et 2007	150
TABLEAU A5 Dépenses publiques allouées à l'agriculture: par travailleur agricole, et indice d'orientation agricole, en 1980, 1990, 2000 et 2007	154
TABLEAU A6 Dépenses publiques allouées à la R&D agricole: montant total et en tant que part du PIB agricole, en 1981, 1990, 2000 et pour l'année la plus récente	158
TABLEAU A7 Montant de l'APD allouée à l'agriculture et part de l'agriculture dans l'APD destinée à l'ensemble des secteurs, en 1980, 1990, 2000 et 2010	162
Bibliographie	171
Chapitres spéciaux de <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i>	182

TABLEAUX

1. Montant et variation du capital d'exploitation agricole par travailleur, ventilés par région	19
2. Moyenne des IED annuels en faveur de l'agriculture, par groupe de revenu	24
3. Dépenses publiques consacrées à l'agriculture, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par région	30
4. Indice d'orientation agricole pour les dépenses publiques dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par région	30
5. Composition des dépenses gouvernementales dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, par secteur et région	31
6. Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole en 2000, par région	33
7. Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole, en pourcentage du PIB agricole, par région	34
8. Investissements publics supplémentaires requis, chaque année, pour éradiquer la faim d'ici 2025	40
9. Classement en fonction de la conjoncture économique et investissement dans les exploitations agricoles, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	46
10. Les cinq principaux problèmes rencontrés par les entreprises urbaines et par les entreprises rurales, pour conduire leurs activités dans des pays sélectionnés	46
11. Inventaires des surfaces ayant fait l'objet d'acquisitions de terres à grande échelle	75
12. Incidences des dépenses publiques sur les revenus des ménages en Chine, par zone agroécologique	94
13. Parts des subventions et des biens publics dans les dépenses publiques de certains pays d'Amérique latine et Caraïbes	97
14. Croissance annuelle moyenne de la production agricole	118
15. Croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture, dans quelques régions et pays	123

ENCADRÉS

1. Comment définir le capital?	11
2. Amélioration des données sur les investissements agricoles pour l'analyse des politiques	17
3. L'écart de productivité	20
4. Autres estimations du capital d'exploitation agricole	23
5. Quelle est la part des dépenses publiques en faveur de l'agriculture qui peut être considérée comme un investissement? Données concrètes tirées d'examen des dépenses publiques	27
6. La Déclaration de Maputo de 2003 et la part des dépenses gouvernementales attribuée à l'agriculture dans les pays africains	28
7. Les sources de la croissance de la productivité agricole	36
8. L'Initiative de L'Aquila en faveur de la sécurité alimentaire	38
9. Un environnement favorable aux entreprises agro-industrielles	48
10. Le projet de cadre d'action NEPAD-OCDE pour l'investissement agricole	49
11. Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique	54
12. La croissance agricole en Chine: le rôle des politiques, des institutions et de l'investissement public	57
13. Comptabiliser l'investissement dans le capital naturel	58
14. Les barrières qui freinent l'investissement des petits agriculteurs dans la gestion durable des terres	59
15. Créer des liens entre les financements liés au changement climatique et au développement agricole pour appuyer le développement de l'agriculture durable: l'approche de «l'agriculture intelligente face au climat»	61
16. Les femmes rencontrent plus de difficultés que les hommes dans le secteur de l'agriculture	66
17. Données empiriques sur les facteurs qui déterminent l'investissement des petits exploitants agricoles	68
18. Le financement des chaînes de valeur pour les petits exploitants agricoles	69
19. Acquisitions de terres à grande échelle au Cambodge	78
20. Implications des investissements liés à la terre en République-Unie de Tanzanie, en fonction du genre	80
21. Des modèles fonctionnels ouverts pour l'investissement privé dans l'agriculture	82

22. Les partenariats public-privé	88
23. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)	101
24. Le plan d'investissement national du Bangladesh	103

FIGURES

1. Sources d'investissement dans l'agriculture	4
2. Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, et progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'OMD concernant la réduction de la pauvreté, de 1990-92 à 2007	6
3. Dépenses consacrées par les gouvernements à l'agriculture, par travailleur, ventilées en fonction de la prévalence de la sous-alimentation	7
4. Principales séries de données internationales sur les flux financiers en faveur de l'agriculture	14
5. Investissements dans l'agriculture de certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par source de financement	16
6. Investissements dans l'agriculture et cours internationaux des produits de base	18
7. Capital d'exploitation agricole et PIB agricole par travailleur, par pays	19
8. Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, 1980-2007	21
9. Composition du capital d'exploitation agricole, par groupe de revenu, 2005-2007	22
10. Dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture et variation en pourcentage du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans quelques pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	25
11. Dépenses gouvernementales consacrées à l'agriculture, par région	26
12. Part des dépenses publiques allant à l'agriculture, par région, moyenne mobile sur trois ans	26
13. Dépenses publiques consacrées à la R&D agricole, par région	33
14. Montant et part de l'APD consacrée à l'agriculture, par région	35
15. Investissements annuels moyens nécessaires dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par région	39
16. Indicateur de gouvernance dans le monde pour l'état de droit et capital d'exploitation agricole par travailleur, par pays	45
17. Taux relatif d'assistance à l'agriculture, par région, 1955-2010	51
18. Taux relatif d'assistance et variation du capital d'exploitation agricole par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	52
19. Taux relatifs d'assistance moyens, par pays, 2000-2010	53
20. Taux de protection nominaux du maïs dans certains pays d'Afrique subsaharienne, par sous-région	55
21. Parts de la production de maïs qui affichent un taux de protection nominal positif et négatif dans certains pays d'Afrique subsaharienne	55
22. Part de la population rurale par taille d'exploitation dans certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	64
23. Part des revenus ruraux par taille d'exploitation dans certains pays à faible revenu et à revenu intermédiaire	65
24. Effets des dépenses publiques sur la performance agricole	90
25. Effets des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté	92
26. Évolution historique des incidences des divers types d'investissement public et de subventions sur la performance agricole et la pauvreté en Inde	93
27. Comparaison des effets des différents types d'investissement sur les zones à fort potentiel et sur les zones déshéritées	95
28. Indice FAO des prix des aliments et indices des produits alimentaires qui le composent	116
29. Différence moyenne entre les prix des aliments et les prix globaux à la consommation, 2000-2011	116
30. Prix des aliments à la consommation, par rapport à l'ensemble des prix, dans quelques pays	117
31. Production nette par région	119
32. Consommation alimentaire par habitant, par région	119
33. Exportations nettes d'aliments, par région	121
34. Ratio entre les rendements effectifs des cultures et les rendements potentiels	123

Avant-propos

Les chefs d'État et de gouvernement et les représentants de haut niveau des pays et des organisations, qui se sont réunis en juin 2012, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), se sont engagés, tous ensemble, à assurer à notre planète et aux générations présentes et futures un avenir durable sur le plan économique, social et environnemental. Le développement de l'agriculture et l'éradication de la faim ont également pris la place qui leur revenait, sur la scène internationale, parmi les domaines hautement prioritaires. Lors de la Conférence de Rio+20, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a annoncé le défi de la Faim zéro, en invitant à mettre un terme à la faim dans le monde. La présente édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, consacrée au thème «*Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur*», fait valoir que l'amélioration des investissements en agriculture, sur le plan tant qualitatif que quantitatif, jouera un rôle essentiel dans la réalisation de ces objectifs. Elle plaide aussi pour une évolution des modalités d'investissement dans l'agriculture.

Investir dans l'agriculture, c'est l'un des meilleurs moyens de renforcer la productivité agricole, réduire la pauvreté et améliorer l'environnement. La transition vers une agriculture durable n'est néanmoins pas possible sans un afflux massif de nouveaux investissements, destinés à protéger et à améliorer l'utilisation efficiente des ressources naturelles et à réduire le gaspillage, à tous les stades de la production, de la transformation et de la consommation. Or, le niveau des investissements privés et publics par travailleur agricole stagne ou est en baisse dans les régions où la faim et la pauvreté rurale sévissent avec le plus de rigueur. En outre, les dépenses publiques affectées à l'agriculture ne produisent pas les meilleurs résultats possibles en termes de productivité agricole, de réduction de la pauvreté et de durabilité.

Il faut, cela va sans dire, accroître les ressources publiques allouées à l'agriculture, mais le présent rapport ne se contente pas d'appeler à une augmentation des fonds publics et des donations; il invite plutôt à élaborer une nouvelle stratégie de développement axée sur les besoins des producteurs agricoles et concentrant toutes les ressources publiques, à tous les niveaux, sur la fourniture de biens publics et la création d'un environnement porteur, facilitant les investissements effectués par les agriculteurs.

Il exhorte les pouvoirs publics, à tous les niveaux, et leurs partenaires de développement à canaliser les investissements publics et privés vers des activités susceptibles de maximiser les effets bénéfiques que peut en retirer la société. Tous les investisseurs opérant dans l'agriculture et toutes les entreprises rurales ont besoin d'une bonne gouvernance, de stabilité sur le plan macroéconomique, d'infrastructures rurales, de droits de propriété garantis et d'institutions commerciales efficaces pour mobiliser les ressources et assumer les risques importants liés aux investissements agricoles.

Les investisseurs, quelle que soit l'ampleur de leurs opérations, ont besoin d'une attention spéciale: les petits exploitants ont besoin d'un soutien pour surmonter les contraintes liées à l'épargne et à l'accumulation d'actifs et faire face à l'incertitude et aux risques inhérents à l'activité agricole. Les coopératives et d'autres associations de producteurs peuvent aider les petits exploitants à relever certains de ces défis et des dispositifs de protection sociale peuvent, de leur côté, aider les ménages agricoles les plus pauvres à échapper au piège de la faim, qui les empêche d'accumuler des avoirs productifs. Les investissements de grande ampleur peuvent certes offrir des perspectives intéressantes d'augmentation de la production, des recettes d'exportation, de l'emploi et des transferts de technologie, mais il convient d'assurer une bonne gouvernance de ces investissements afin de protéger les droits des communautés locales et d'éviter la dégradation des ressources naturelles.

Investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur, ce n'est pas uniquement inviter à augmenter le capital physique dans le secteur agricole, même si cela fait partie du problème; cela exige la mise en place d'institutions et de capacités humaines suffisantes pour que l'agriculture puisse contribuer à un avenir durable. Le présent rapport incitera, je l'espère, la communauté mondiale à placer les producteurs agricoles au centre de leurs stratégies d'investissement dans ce secteur. Pour parvenir à un monde où tout un chacun peut manger à sa faim et où les ressources naturelles sont utilisées de manière durable, il faut absolument stimuler les investissements des agriculteurs et bien orienter les financements publics.



José Graziano da Silva
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Remerciements

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 a été rédigé par des membres de la Division de l'économie du développement agricole (ESA) de la FAO, sous la direction générale de Kostas Stamoulis, Directeur, Keith Wiebe, Administrateur général, et Terri Raney, Économiste principale. Des orientations techniques ont été fournies par Pietro Gennari, Directeur de la Division de la statistique (ESS); David Hallam, Directeur de la Division du commerce et des marchés (EST); Richard China, Directeur de la Division de l'appui à l'élaboration des politiques et programmes (TCS); et Charles Riemenschneider, Directeur de la Division du Centre d'investissement (TCI). D'autres orientations sont venues des fonctionnaires suivants: Ann Tutwiler, Directrice générale adjointe (connaissances); Marcela Villarreal, Directrice, et Eve Crowley, Administratrice générale, de la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural (ESW); Josef Schmidhuber, Administrateur général (ESS) et Boubaker Benbelhassen, Administrateur général (EST).

La première partie a été préparée par une équipe de recherche et de rédaction dirigée par Jakob Skoet, qui comprenait Gustavo Anríquez, Brian Carisma, André Croppenstedt, Sarah Lowder, Ira Matuschke, Terri Raney et Ellen Wielezynski, tous de la Division ESA. Les membres suivants de la Division ESA ont aussi contribué à ce travail: Jean Balié, Jesús Barreiro Hurlé, Benjamin Davis, Paulo Dias, Lauren Edwards, Panagyotis Karfakis, Marco Knowles, Leslie Lipper, George Rapsomanikis, Cameron Short, Julian Thomas, Antonio Vezzani et Tiantian Zha. Parmi les autres fonctionnaires qui ont contribué à la préparation de cette partie du rapport, on peut citer Pascal Liu (EST); Maria Adelaide D'Arcangelo, Ana Paula de la O Campos, Denis Herbel, Marta Osorio, Nora Ourabah Haddad et Clara Park (ESW); Masahiro Miyazako et Saifullah Syed (TCS); Calvin Miller (AGS); Astrid Agostini, Tommaso Alacevich, Eugenia Serova, Garry Smith et Benoist Veillerette (TCI); David Palmer (Division du changement climatique,

de l'énergie et des régimes fonciers) et Ciro Fiorillo (Bureau de la FAO au Bangladesh).

Plusieurs séries de données internationales ont été mises à jour pour la préparation du présent rapport. Une grande partie des analyses contenues dans cette publication n'auraient pas été possibles sans les efforts déployés par Dominic Ballayan, Carola Fabi, Ilio Fornasero, Amanda Gordon, Erdgin Mane, Robert Mayo et Pratap Narain (tous de la Division ESS), qui ont produit les données ayant trait au capital d'exploitation agricole et d'autres indicateurs statistiques, et ont fourni leurs conseils sur d'autres sources de données. L'équipe de rédaction remercie aussi les fonctionnaires de l'IFPRI, notamment Bingxin Yu et Sangeetha Malaiyandi, pour les données concernant les dépenses publiques consacrées à l'agriculture, tirées de la base de données SPEED; Sam Benin, pour les données relatives aux dépenses des gouvernements africains, provenant de la base ReSAKSS et Nienke Beintema, Michael Rahija et Gert-Jan Stads, pour les données et l'analyse portant sur la recherche-développement agricole, provenant du projet sur les indicateurs scientifiques et technologiques en agriculture (ASTI). C'est grâce à Masataka Fujita, de la CNUCED, que nous avons pu avoir accès aux données sur les investissements directs étrangers et Yasmin Ahmad, de l'OCDE, a répondu à des questions ayant trait aux données sur l'Aide publique au développement.

Des documents d'information et d'autres contributions ont été préparés par Kym Anderson (Université d'Adélaïde); Michel Benoit-Cattin (CIRAD MOISA, Montpellier); Christian Böber (Université d'Hohenheim); Nadia Cuffaro (Université de Cassino); Stefan Dercon (Université d'Oxford); Mahendra Dev (Institut Indira Gandhi de recherche sur le développement); Shenggen Fan, Linden McBride, Tewodaj Mogues et Bingxin Yu (IFPRI); Keith Fuglie (Service de recherche économique, Département de l'agriculture des États-Unis); Ron Kopicki (anciennement Banque mondiale) et David Lee (Université Cornell); Carly Petracco

(Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et Bettina Prato (FIDA).

Le rapport a tiré parti des conclusions de deux ateliers techniques, auxquels ont participé Derek Byerlee, Rita Butzer (Université de Chicago), Cesar Falconi (Banque interaméricaine de développement), Madhur Gautam (Banque mondiale), Donald Larson (Banque mondiale), Ellen McCullough (Fondation Bill & Melinda Gates), Tewodaj Mogues (IFPRI), Bettina Prato (FIDA), Philippe Rémy (FIDA), Carlos Seré (FIDA), Gert-Jan Stads (IFPRI), Alberto Valdés (Université catholique du Chili), Bingxin Yu (IFPRI) et Linxiu Zhang (Centre pour les politiques agricoles chinoises, Académie chinoise des sciences). L'équipe de rédaction remercie chaleureusement les participants aux ateliers, ainsi que les nombreux examinateurs internes et externes, qui ont passé en revue différentes versions du manuscrit.

Un soutien financier a été fourni par le FIDA et le Gouvernement japonais (projet appuyant l'étude de mesures appropriées destinées à intensifier les investissements agricoles et à augmenter la production

vivrière) pour faciliter la collecte et l'analyse de données, la préparation de documents d'information et l'organisation d'ateliers. L'équipe de rédaction tient à les remercier de leur soutien.

La deuxième partie du rapport a été établie par Merritt Cluff et Holger Matthey (EST), sous la direction de Jakob Skoet.

La troisième partie du rapport a été préparée par Sarah Lowder, avec l'aide de Brian Carisma (tous deux de la Division ESA). Celle-ci a été passée en revue par Aparajita Bijapurkar (ESA).

Michelle Kendrick (Département économique et social de la FAO) était chargée de l'édition de la version anglaise et de la gestion du projet éditorial. Paola Di Santo et Liliana Maldonado ont assuré un soutien administratif tout au long du processus. Annelies Deuss (Université Carnegie Mellon) a passé en revue la version définitive du rapport. Les services de traduction et d'impression ont été fournis par le Service de programmation et de documentation des réunions de la FAO. La présentation graphique, la mise en page et la correction d'épreuves ont été assurés par Omar Bolbol, Flora Di Carlo et Green Ink Publishing Services Limited.

Sigles et acronymes

APD	Aide publique au développement
ASTI	Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FPI	Indice des prix des aliments (FAO)
G8	Groupe des huit
G20	Groupe des vingt
GAFSP	Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire
IED	Investissements étrangers directs
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NRP	Taux de protection nominal
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PIB	Produit intérieur brut
PRAI	<i>Principes pour un investissement agricole responsable qui respecte les droits, les moyens d'existence et les ressources</i>
PSTA II	Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture II
PTF	Productivité totale des facteurs
R&D	Recherche et développement
ReSAKSS	Système régional d'analyse stratégique et d'appui à la connaissance
RRA	Taux relatif d'assistance
SPAAA	Suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique
SPEED	Statistiques sur les dépenses publiques consacrées au développement économique
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VGGT	<i>Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale</i>

Résumé

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012: investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur montre que ce sont les agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture des pays en développement et que toute stratégie d'amélioration des investissements agricoles doit donc être axée sur les agriculteurs et sur leurs décisions d'investissement. Le rapport présente également des informations concrètes sur la façon de mieux utiliser les ressources publiques pour stimuler les investissements privés, notamment ceux des agriculteurs, et orienter les ressources publiques et privées de manière à produire de meilleurs résultats sur le plan social. Le présent rapport se concentre sur l'accumulation de capital de la part des agriculteurs et sur les investissements publics destinés à faciliter une telle accumulation.

Les investissements agricoles jouent un rôle essentiel si l'on veut promouvoir la croissance agricole, réduire la pauvreté et la faim et jeter les bases d'un environnement durable. Dans les régions du monde où la faim et la pauvreté extrême sont les plus répandues aujourd'hui – Asie du Sud et Afrique subsaharienne –, les taux d'investissement par travailleur agricole ont stagné, voire baissé, au cours des 30 dernières années. Selon des données récentes, la situation serait en voie d'amélioration, mais pour éradiquer durablement la faim dans ces régions et dans d'autres, il faut relever considérablement le niveau des investissements consacrés à l'agriculture par les agriculteurs eux-mêmes et améliorer très fortement les investissements publics dans ce secteur, sur le plan tant qualitatif que quantitatif.

Les agriculteurs doivent être placés au centre de toute stratégie d'investissement

On trouvera, dans le présent rapport, les données les plus détaillées disponibles à ce

jour sur le niveau relatif des investissements et des dépenses dans les pays à faible et à moyen revenu, pour les quatre catégories que sont les agriculteurs, les pouvoirs publics, les donateurs et les investisseurs étrangers privés. Comme les investisseurs publics et privés consacrent leurs dépenses à différentes choses, pour des motifs différents, il n'est guère facile d'établir une distinction nette entre les investissements et les dépenses. On peut dire, pour simplifier, que les investissements comportent une accumulation d'actifs qui débouchera, à l'avenir, sur une hausse des revenus et d'autres avantages, alors que les dépenses comprennent les dépenses courantes et les paiements sous forme de transfert qui ne sont pas considérés, normalement, comme des investissements.

Malgré ces limites conceptuelles et empiriques, les meilleures données disponibles montrent que, dans les pays à faible ou à moyen revenu, les investissements que les agriculteurs consacrent à l'équipement de leurs propres exploitations agricoles sont, chaque année, plus de quatre fois plus importants que les investissements des pouvoirs publics dans le secteur agricole. De plus, les investissements des agriculteurs sont de loin supérieurs aux dépenses que les donateurs internationaux et les investisseurs étrangers privés consacrent à l'agriculture. Étant donné que les investissements des agriculteurs jouent un rôle prépondérant, il est essentiel de les placer au centre de toute stratégie visant à améliorer le montant et l'efficacité des investissements agricoles.

Il est essentiel, pour l'agriculture, de mettre en place un environnement porteur qui encourage les investissements

Les décisions d'investissement des agriculteurs sont directement influencées par le climat général entourant les investissements. S'il est vrai que de nombreux agriculteurs investissent même

si le climat d'investissement n'est pas favorable (notamment parce qu'ils n'ont guère d'autre choix), une série importante de données, présentée ici, montre que les agriculteurs investissent davantage en présence d'un environnement favorable et que leurs investissements ont alors plus de chances de produire des effets positifs sur le plan social et économique.

Or, on sait que la présence ou l'absence d'un environnement favorisant les investissements dépend des marchés et des gouvernements. Les marchés fournissent des incitations aux agriculteurs et à d'autres entrepreneurs privés sous forme de prix qui leur signalent où et quand il existe de bonnes possibilités d'effectuer des investissements fructueux. Quant aux gouvernements, ils doivent mettre en place un environnement juridique, normatif et institutionnel permettant aux investisseurs privés de répondre aux possibilités commerciales de façon socialement responsable. Faute d'un environnement porteur et d'incitations commerciales adéquates, les agriculteurs n'investiront pas suffisamment dans l'agriculture et leurs investissements risquent de ne pas produire des effets optimaux sur le plan social. L'une des principales priorités des investissements du secteur public sera donc de mettre en place et de maintenir un environnement porteur pour les investissements privés.

On sait quels sont les éléments concourant à un environnement favorable aux investissements: bonne gouvernance, stabilité macroéconomique, politiques commerciales stables et transparentes, institutions commerciales efficaces et respect des droits de propriété; nombre de ces éléments ont la même importance pour le secteur agricole, sinon plus. Les gouvernements peuvent également influencer les stimulants commerciaux incitant à investir dans l'agriculture, par rapport à d'autres secteurs, notamment en soutenant ou en taxant le secteur agricole, ou encore en intervenant sur les taux de change et les politiques commerciales, ce qui veut dire qu'il faut veiller à assurer un traitement équitable à l'agriculture. Pour mettre en place un cadre d'investissement approprié dans le secteur agricole, il faut aussi incorporer les coûts et avantages environnementaux dans les stimulants

économiques offerts aux investisseurs dans ce domaine et créer des mécanismes facilitant la transition vers des systèmes durables de production agricole.

Les gouvernements peuvent aider les petits agriculteurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en matière d'investissements

Dans de nombreux pays à faible ou moyen revenu, les agriculteurs sont confrontés à un environnement peu favorable et n'ont guère d'incitations pour investir dans l'agriculture. Les petits exploitants agricoles sont souvent confrontés à des contraintes spécifiques, comme la pauvreté extrême, les droits de propriété mal garantis, l'accès insuffisant aux marchés et aux services financiers, la vulnérabilité aux chocs et des capacités limitées pour faire face au risque. Il faut veiller à ce que les règles soient les mêmes pour les petits exploitants et pour les grands investisseurs, et ce pour des raisons d'équité et d'efficacité économique. Cela est particulièrement vrai pour les femmes travaillant dans l'agriculture, qui rencontrent souvent des contraintes encore plus importantes. Des associations de producteurs efficaces et ouvertes à tous peuvent aider les petits exploitants agricoles à surmonter certains des obstacles qu'ils rencontrent lorsqu'ils cherchent à accéder aux marchés, aux ressources naturelles et aux services financiers. Les transferts sociaux et les programmes de protection sociale peuvent également être des moyens permettant aux exploitants agricoles les plus pauvres d'augmenter leurs actifs. Ils peuvent aider à surmonter deux des principales contraintes rencontrées par les petits agriculteurs pauvres: le manque d'épargne propre et d'accès au crédit, et le manque d'assurance contre les risques. Grâce à ces mécanismes, les petits agriculteurs et les ménages ruraux pauvres peuvent constituer des actifs et échapper au piège de la pauvreté, mais le choix qu'ils effectueront parmi les actifs (humains, matériels, naturels ou financiers) et parmi les activités (agricoles ou non agricoles) dépendra de la structure générale des mesures incitatives, ainsi que des circonstances particulières des ménages.

Les investissements privés de grande ampleur offrent des possibilités intéressantes, mais exigent une bonne gouvernance

L'intensification des flux financiers internationaux, sous forme d'acquisitions de terres à grande échelle par des sociétés privées, de fonds d'investissement et de fonds souverains, a retenu toute l'attention de la communauté internationale. Vu leur ampleur limitée, ces investissements n'auront probablement qu'un effet marginal sur la production agricole mondiale, mais ils pourraient avoir des retombées au niveau local et peser sur les possibilités de croissance future; on s'est donc inquiété de leurs effets négatifs possibles sur le plan social et environnemental, notamment dans les pays à faible revenu, qui n'ont pas les capacités suffisantes pour mettre en place et appliquer des cadres réglementaires dans ce domaine.

Les investissements à grande échelle offrent de bonnes possibilités d'augmentation de la production et des recettes d'exportation, de création d'emplois et de promotion des transferts de technologies, mais ils présentent aussi des risques d'empiétement sur les droits des utilisateurs actuels des terres et peuvent produire des retombées négatives pour l'environnement. Il s'agit, de toute évidence, d'améliorer la capacité des gouvernements et des communautés locales pour qu'ils négocient mieux les contrats, en respectant les droits des communautés locales, et qu'ils soient mieux en mesure de contrôler et de faire appliquer ces contrats. Des instruments comme les *Principes pour un investissement agricole responsable* et les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* fournissent un cadre de référence utile dans ce domaine. Il faut encourager les grands investisseurs à adopter d'autres modes de fonctionnement, plus largement ouverts, de manière à favoriser une plus large participation directe des agriculteurs locaux aux chaînes de valeur agricoles.

L'investissement dans des biens publics a des effets très positifs sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté

La fourniture de biens publics est une part essentielle de l'environnement porteur à mettre en place pour encourager les investissements agricoles. Les données recueillies dans de nombreux pays, au cours de cinq décennies, montrent que les investissements publics consacrés à la recherche-développement agricole, à l'éducation et aux infrastructures rurales sont plus rentables que d'autres dépenses comme la subvention des intrants. L'investissement dans des biens publics utiles à l'agriculture a des incidences très positives sur la productivité agricole et la réduction de la pauvreté, ce qui montre que ces deux objectifs sont souvent compatibles, et non pas antagonistes. En outre, en milieu rural, les investissements dans les biens publics seront probablement complémentaires, par nature; ainsi, les investissements dans l'éducation et les infrastructures rurales ont tendance à améliorer les investissements agricoles et figurent souvent parmi les principaux facteurs de croissance agricole et, en général, de croissance économique en milieu rural. Les effets relatifs d'autres types d'investissement varient d'un pays à l'autre – d'où la nécessité de définir localement les priorités en matière d'investissement – mais il faut bien admettre qu'en milieu rural, les investissements dans des biens publics produisent des résultats qui se renforcent mutuellement.

Améliorer l'efficacité des dépenses publiques

Malgré les preuves innombrables démontrant les bons résultats économiques et sociaux des investissements dans des biens publics, qui appuient directement ou indirectement l'agriculture, les allocations budgétaires des gouvernements ne reflètent pas toujours cette priorité; de plus, les dépenses effectives ne correspondent pas toujours aux allocations budgétaires. Différents facteurs politiques et économiques sont responsables de

cet état de choses: action collective de puissants groupes d'intérêt, attribution difficile des responsabilités pour le succès d'investissements ayant de longs délais d'exécution et des effets diffus (comme nombre de biens publics relevant du secteur agricole et rural), mauvaise gouvernance et corruption. Le renforcement des institutions rurales et la promotion de la transparence lors de la prise de décisions peuvent contribuer à améliorer l'aptitude des gouvernements et des donateurs à allouer les ressources limitées dont ils disposent en veillant à maximiser les effets sociaux des ouvertures de crédit. De nombreux gouvernements s'efforcent d'améliorer la planification, le ciblage et l'efficacité de leurs dépenses, y compris en établissant des processus budgétaires plus transparents et plus largement ouverts. Il reste cependant beaucoup à faire pour encourager de tels efforts.

Messages clés du rapport

- **L'investissement dans l'agriculture est l'une des stratégies les plus efficaces pour réduire la pauvreté et la faim et promouvoir la durabilité.** Les régions où le capital agricole et les dépenses publiques agricoles par travailleur ont stagné ou baissé au cours des trente dernières années sont aussi, actuellement, les épices de la pauvreté et de la faim dans le monde. Dans les prochaines décennies, la croissance de la demande de produits agricoles aggravera les pressions exercées sur les ressources naturelles, qui sont déjà fortement dégradées dans de nombreuses régions en développement. Il faut réaliser des investissements pour conserver les ressources naturelles et assurer la transition vers une production durable. Si l'on veut éradiquer une fois pour toutes la faim, il faudra augmenter fortement les investissements agricoles et, surtout, améliorer la qualité de ces investissements.
- **Les agriculteurs sont de loin la principale source d'investissements dans l'agriculture.** On s'est récemment intéressé aux investissements étrangers directs et à l'aide publique au développement, mais les investissements réalisés par les agriculteurs eux-mêmes sont nettement supérieurs à ces sources d'investissement et dépassent aussi largement les investissements publics, malgré les environnements peu favorables où évoluent de nombreux agriculteurs. En effet, les investissements dans des biens d'équipement agricole, à l'exploitation, représentent plus du triple de toutes les autres sources de financement réunies.
- **Les agriculteurs doivent être au centre de toute stratégie d'accroissement des investissements en agriculture, mais ils n'investiront de manière adéquate que si le secteur public crée un climat favorable aux investissements agricoles.** On sait bien quelles sont les conditions essentielles à remplir, mais souvent, on n'en tient pas compte. La mauvaise gouvernance, l'absence de l'état de droit, le niveau élevé de la corruption, les droits de propriété mal assurés, les règles commerciales arbitraires, la taxation relative de l'agriculture par rapport à celle d'autres secteurs, le manque d'infrastructures et de services publics adéquats en milieu rural et le gaspillage de ressources publiques pourtant limitées sont autant de facteurs qui contribuent à accroître les coûts et les risques liés à l'agriculture et réduisent fortement l'incitation à investir dans le secteur agricole. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à maintenir un environnement favorable aux investissements agricoles.
- **Il est certes indispensable de mettre en place un environnement favorable aux investissements agricoles, mais cela ne suffit pas pour permettre aux très nombreux petits agriculteurs d'investir, ni pour que les grands investissements répondent aux objectifs souhaités sur le plan social.**
 - **Les gouvernements et les donateurs ont une responsabilité spéciale à assumer pour aider les petits agriculteurs à surmonter les obstacles qui se présentent à eux pour l'épargne et l'investissement.**

Les petits agriculteurs sont souvent confrontés à de grandes difficultés lorsqu'ils tentent d'investir dans l'agriculture, car ils fonctionnent à un niveau si proche de la survie qu'ils n'arrivent pas à épargner ou à prendre en charge de nouveaux risques. Ils ont besoin de droits de propriété garantis et de meilleurs services publics et infrastructures rurales. Des associations de producteurs plus solides, comme des coopératives, pourraient les aider à gérer les risques et à réaliser des économies d'échelle pour l'accès aux marchés. Des dispositifs de protection sociale et des paiements de transfert peuvent en outre les aider à accumuler du capital et à conserver leurs actifs, dans le secteur agricole ou toute autre activité de leur choix.

- **Les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les investisseurs privés doivent veiller à ce que les investissements à grande échelle dans l'agriculture produisent des effets positifs sur le plan social et soient durables d'un point de vue environnemental.** Les investissements à grande échelle, y compris ceux des sociétés étrangères et des fonds souverains, offrent de bonnes possibilités d'emploi et de transfert de technologies dans le secteur agricole, mais peuvent aussi menacer les moyens d'existence des populations locales, notamment dans le cas de droits de propriété mal définis. Il faut améliorer la gouvernance de ces investissements, en favorisant les modèles de transparence, de responsabilisation et de partenariat ouvert qui ne

donnent pas lieu à des transferts de terres et offrent à la population locale l'occasion de tirer profit de ces investissements.

- **Les gouvernements et les donateurs doivent s'attacher à canaliser les fonds publics limités dont ils disposent vers la fourniture de biens publics essentiels, générant d'importantes retombées sur le plan économique et social.** Les priorités en matière d'investissement public varieront d'un pays et d'une époque à l'autre, mais il apparaît clairement que certains types de dépenses sont meilleurs que d'autres. Les investissements dans des biens publics comme la recherche agricole vouée à l'amélioration de la productivité, les routes rurales et l'éducation ont invariablement des retombées plus positives pour la société que les subventions encourageant l'utilisation d'engrais, par exemple, car celles-ci sont souvent monopolisées par les élites rurales et réparties d'une façon qui nuit aux fournisseurs privés d'intrants. De telles subventions sont peut-être populaires sur le plan politique, mais elles représentent rarement une utilisation rationnelle des fonds publics. S'ils se concentrent effectivement sur les biens publics, y compris la gestion durable des ressources naturelles, les gouvernements peuvent accroître les effets des dépenses publiques sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à mettre en place un environnement porteur, favorable aux investissements agricoles.

